

FORMULAIRE DE RÉPONSE

Occupation Des Territoires Pour un Québec fort de ses communautés



Instructions

1. Après avoir lu le document de consultation disponible sur le site www.territoires.qc.ca, répondez aux questions de consultation en inscrivant vos réponses dans l'espace prévu.
 2. Une fois complété, acheminez le formulaire par courriel ou par la poste.
 - Par courriel : enregistrez le formulaire sur votre ordinateur puis envoyez-le à l'adresse consultation@territoires.qc.ca
 - Par la poste : imprimez le formulaire et postez-le à cette adresse
Solidarité rurale du Québec – Consultation
85, rue Notre-Dame, bureau 204
Nicolet (Québec) J3T 1V8
- Commentaires et information : consultation@territoires.qc.ca ou (819) 293-6825

Coordonnées

(vous devez vous identifier, autrement votre formulaire ne pourra pas être compilé)

Prénom et nom : Guillaume Sirois, B.A.

Farès Hamzaoui, B.A.

**Adresse : 2225, rue Sylvain app. 4 Trois-Rivières, Qc G8Y
2H7**

Courriel : guillaume.sirois1@uqtr.ca

Fares.hamzaoui@uqtr.ca

**Nom de l'organisation : Université du Québec à Trois-
Rivières, Département de lettres et communication sociale**

Partie I : CONTEXTE ET DÉFIS

Des défis à relever

Avant de répondre, veuillez vous référer à la section 2 du document de consultation « Des défis à relever » aux pages 9 à 14.

Question de consultation

Question 1 :	Est-ce que vous partagez les grands défis qui interpellent l'avenir des territoires, tels qu'exposés dans le document de consultation?
--------------	--

Votre réponse

(Inscrivez votre réponse dans la section encadrée)

Introduction

Nous nous intéresserons dans ce travail au dialogue civil et au développement durable des régions. Notre réflexion se déroulera en quatre parties. Après une description du contexte actuel et de la formulation de notre question de recherche, nous effectuerons une recension des écrits liée à notre thématique. Nous exposerons ensuite notre modèle ainsi que notre méthode et notre analyse.

L'information au Québec dans un contexte de crise des médias : vers une crise de l'information en région rurale?

Dans la situation actuelle des médias au Québec, caractérisée par la « montréalisation », la convergence, le déclin de la presse écrite, la crise des médias et la diminution du nombre de journalistes dans les médias traditionnels, la qualité de l'information semble menacée, et ce, particulièrement dans les régions plus rurales.

En effet, la presse écrite, avec des journaux quotidiens présents dans seulement sept villes québécoises, serait en déclin : seulement six villes de 40 000 habitants ou plus sur 24 auraient leur propre quotidien. Afin d'illustrer notre propos et à titre d'exemple, la ville de Montréal compterait *Le Journal de Montréal*, *The Gazette*, *La Presse*, *Le Devoir*, *Métro* et *24 heures*; la ville de Québec possède deux quotidiens : *Le Soleil* et *Le Journal de Québec*; Chicoutimi-Jonquière est desservie par *Le Quotidien*; Granby par *La Voix de l'Est*; Sherbrooke par *La Tribune* et par le quotidien anglophone *The Record*; et, enfin, Trois-Rivières est couverte par *Le Nouvelliste*.

Il est aussi important de noter que *La Presse*, *The Gazette*, *Le Nouvelliste* et le *Journal de Montréal* seraient en conflit de travail, connaîtraient des difficultés ou seraient sous le coup de menaces de fermeture. Pensons à la fin de l'édition du dimanche à *La Presse*, au lock-out du *Journal de Montréal*, à la grève des signatures au *Nouvelliste*, aux difficultés financières de *Canwest* et du journal *The Gazette*, aux tensions suite au lock-out des journalistes du *Journal de Québec*, et enfin, aux négociations en bloc des journalistes des journaux de Gesca.

Par ailleurs, selon NADbank (2008), le lectorat stagne ou régresse au cours des dernières années :

le lectorat hebdomadaire est resté stable [par rapport à 2007] démontrant que les quotidiens demeurent une source d'information pertinente pour les Canadiens. [...] Trois personnes sur quatre lisent au moins une version imprimée d'un quotidien chaque semaine.

Mais en une décennie, entre 1989 et 2002, les quotidiens connaissent une baisse à long terme (77 %) (Fournier & Gauthier, 2005). Les auteurs de l'étude soulignent que cette baisse touche surtout le lectorat des jeunes adultes (de moins de 45 ans) et des allophones et anglophones.

Dans l'ensemble, ce portrait ne serait pas aussi menaçant pour l'avenir des régions du Québec, si les lecteurs trouvaient une autre source d'information de proximité. Selon l'étude de 2008, les lecteurs « continuent à lire les quotidiens essentiellement pour leurs nouvelles locales (73 %) (NADbank, 2008) ». C'est donc essentiellement pour la qualité de la couverture locale que les lecteurs des quotidiens consomment ce type de média.

Pour ce qui est des hebdomadaires,

on comptait, en 2007, 228 hebdomadaires régionaux au Québec. Leur tirage était de plus de 4 millions d'exemplaires par semaine. [...] Deux [principaux] grands groupes se partagent le territoire québécois soient Quebecor avec 55 titres et Transcontinental qui publie 63 titres. (Conseil de presse du Québec, 2008, p. 3).

Cependant, ces mêmes hebdomadaires, tel que *Le Réveil de Saguenay*, ne sont pas, eux aussi, à l'abri des fermetures.

Pour ce qui est de la télévision,

on compte quatre grandes chaînes de télévision francophones soit TVA, Radio-Canada, TQS et Télé-Québec qui offrent une programmation comprenant des émissions d'informations ou d'affaires publiques. On doit ajouter deux antennes d'information continue, LCN et RDI. Les canaux anglophones sont aussi disponibles soit CTV, Global et CBC en plus d'une chaîne en continu CBCNewsworld. La télévision communautaire diffuse dans presque toutes les régions, on retrouve 83 stations au Québec (Conseil de presse du Québec, 2008, p. 4).

Par contre, TQS a retranché presque la totalité de ces services d'information en 2007.

Pour ce qui est de la radio, au Canada, 82 % des revenus de ce marché vont à Astral Media inc. (47 %); Corus Entertainment Inc. (21 %); et Cogeco inc. (14 %). De plus,

Les revenus des stations de radio commerciale privées ont augmenté de 7 % par année, passant de 1,2 milliard de dollars en 2004 à 1,6 milliard de dollars en 2008. [...] L'écoute hebdomadaire par habitant est demeurée inchangée en 2008, à 18,3 heures. On note néanmoins des baisses dans l'écoute hebdomadaire par habitant, de 12 minutes dans la tranche d'âge 18-24 ans et de 18 minutes chez les 35-49 ans. Cette diminution est partiellement compensée par l'augmentation de l'écoute chez les 50-54 ans et les 65 ans et plus, de 6 minutes chez ces derniers et de 18 minutes chez les premiers (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 2009, p. 126).

Cependant, cette stabilité du marché n'empêche pas certaines rationalisations des services et des stations de nouvelles. (p. ex. Corus uniformise sa programmation dans quatre régions avec son émission matinale de sa station de Montréal et Corus ferme Info690 et AM940).

Pour ce qui est d'Internet,

Environ 74 % des foyers canadiens ont des abonnements Internet, une hausse par rapport à 72 % en 2007. En 2008, 69 % des foyers canadiens recevaient le service Internet haute vitesse par rapport à 64 % en 2007. Les services à large bande ont été le choix de 52 % du total des foyers, par rapport à 48 % en 2007, tandis que 41 % optaient pour des services supérieurs à cinq mégabits par seconde (mbps), comparativement à 38 % en 2007. Excluant le satellite, 94 % des foyers canadiens ont accès à Internet à large bande. Presque tous les foyers urbains et 78 % des foyers ruraux ont accès à un service à large bande (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 2009, p. 227).

Par contre, le Québec est la deuxième province la moins bien desservie en région rurale après Terre-Neuve-Labrador avec un taux de près de 70 %. De plus,

au Québec, un peu plus de 10 % des utilisateurs fréquentent les sites Internet des journaux au cours d'un mois donné (Infopresse, médias 2008). Pour sa part, le MCCCCF évaluait que la proportion de Québécois qui s'informent sur Internet est nettement plus élevée en régions centrales et périphériques que dans les régions plus éloignées. L'accès à Internet peut, dans ce cas, être la source principale de cette disproportion. (Conseil de presse du Québec, 2008).

Après cette description de l'état des médias au Québec, il nous semble aussi important d'évoquer l'état des relationnistes, et ceci du fait que les informations véhiculées par les médias proviennent souvent de sources extérieures aux diffuseurs et aux producteurs de l'information. En effet, « près de trois relationnistes sur quatre s'adressent aux médias sur une base régulière. » (Maisonneuve, Tremblay, & Lafrance, 2004, p. 4). Par ailleurs,

dans la majorité des cas (58,8 %), les relationnistes interrogés travaillent dans de grandes organisations regroupant plus de 500 employés. » (Maisonneuve et al., 2004, p. 6). Leurs priorités sont multiples et diverses, regroupant « la gestion des enjeux, la gestion de crise, les relations gouvernementales et les

communications marketing [...] [de plus] la recherche est plus importante bien que toujours le parent pauvre de leurs priorités : trois fois plus de relationnistes s'y consacrent régulièrement. (Maisonneuve et al., 2004, p. 8).

Cependant, comme toute profession, celle-ci connaît aussi des faiblesses. En effet,

les participants rappellent en outre que l'apparition périodique sur la place publique d'exemples de conduite inappropriée de la part de personnes se réclamant de la profession de relationniste est, la plupart du temps, le fait de personnes qui ont investi le domaine sur une base amateur [...] Cette facilité d'accès à l'utilisation du titre de relationniste hante de plus en plus les professionnels qui sont nombreux à y trouver une connotation péjorative, invoquant que le terme est "brûlé" et souvent apparenté à l'étiquette de *spin doctor*. (Maisonneuve et al., 2004, pp. 10-11).

L'étude de Maisonneuve auprès des relationnistes souligne que le travail de communicateur touche principalement les intérêts locaux ou régionaux, et peu au niveau national ou international. Il s'agit donc d'un chaînon important à considérer au sujet de la qualité de l'information locale et régionale.

L'information régionale, quant à elle, connaîtrait un déclin amorcé. En effet, la crise des médias pourrait devenir une crise de l'information, et ce, particulièrement dans les régions rurales du Québec. À titre d'exemple, le rapport McBride a soulevé, dès 1980, la problématique de l'iniquité de la qualité de l'information entre régions urbaines et rurales :

C'est un fait bien connu que les médias les plus coûteux, comme la télévision, sont dans de nombreux pays concentrés dans les villes. Dans certains pays en développement, les émetteurs de télévision ne couvrent que les grandes villes et leur voisinage immédiat. Des centaines de milliers de villages n'ont pas un seul poste de téléphone, les réseaux existants étant destinés aux populations urbaines. » (MacBride et al., 1980, p. 153).

Cet état de fait est aussi celui des pays industrialisés :

Des disparités dans le domaine de la communication existent également dans les pays industrialisés. En Europe, cinq pays comptent dix téléphones ou moins pour 100 habitants. En Australie, 180 communautés aborigènes n'ont pas le téléphone, 105 n'ont pas la radio. Aux États-Unis, moins de trois villes sur cent — soit 13 % de la population totale — ont plus d'un journal quotidien. Dans les pays industrialisés, la stratification sociale — selon le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, le niveau de revenus, la nationalité ou la race, l'emploi, la situation géographique — fait apparaître des groupes que l'on peut considérer comme les « déshérités de la communication ». (MacBride et al., 1980, p. 153).

Par ailleurs, une recherche de Baltimore montre que même avec une pluralité de médias et de sources de diffusion, le contenu demeure pauvre en diversité :

The study, which examined all the outlets that produced local news in Baltimore, Md., for one week, surveyed their output and then did a closer examination of six major narratives during the week, finds that much of the "news" people receive contains no original reporting. Fully eight out of ten stories studied simply repeated or repackaged previously published information (Project for excellence in journalism, 2010, p. 1).

Afin de faire face à ce problème, plusieurs actions et réflexions au sujet du déclin de l'information régionale furent entreprises. L'AJJIQ a soulevé, tout d'abord, la précarisation des journalistes-pigistes en région, qui n'auraient pas, selon elle, la liberté de choisir l'angle de couverture des événements. Par ailleurs, de plus en plus de groupes de citoyens commencent à se regrouper, pour diffuser de l'information strictement locale,

sur Internet dans des sites tels que RueMasson.com, Trois-Rivières911.com, etc. Quant à la La FPJQ, poussée par l'élection d'un nouveau président, cette dernière s'est lancée dans une enquête sur la couverture de la politique municipale par les journalistes professionnels :

La couverture des régions représente une partie du problème, la manière dont s'exerce cette couverture en est une autre. Potentats locaux, difficultés d'accès, liens viciés entre journalisme et relations publiques, la liste pourrait être longue et les anecdotes tout aussi croustillantes que préoccupantes. (Le Trente, 2009).

Pour sa part, et en plus de l'enquête de la FPJQ, le Conseil de presse du Québec s'est lui aussi mis à consulter les citoyens au sujet de la qualité de l'information dans le cadre d'une tournée au Québec et dans ses régions :

Cette tournée du Québec a pour but de consulter le public sur sa perception de la qualité de l'information journalistique au Québec et plus particulièrement sur le plan régional. Le fruit des rencontres permettra au Conseil de préparer son prochain plan d'action et de mieux cibler ses actions pour les années à venir. (Conseil de presse du Québec, 2008).

Par ailleurs, un certain nombre de groupes de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec se sont mis en place. En effet,

quatre axes de travail ont été choisis pour orienter les travaux du groupe! (sic) : le journalisme professionnel, l'accessibilité et la diversité de l'information dans les régions du Québec, l'état de l'information au Québec et le nouveau contexte technologique. Ils comptent chacun différents thèmes spécifiques. Pour chacun de ces thèmes, nous procéderons à : un état des lieux; un examen des solutions envisagées et des initiatives au Québec et ailleurs; des recommandations à la ministre (Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec, 2010).

Enfin, Solidarité rurale du Québec, quant à elle, a entamé une consultation sur le développement et à commencé à manifester sa préoccupation au sujet de la question de l'information. À la suite de cette tournée, une autre initiative de consultation a, pour sa part, porté sur l'importance des médias, mais cette fois-ci en regard de ses effets sur le développement régional. En effet,

La SRQ a pour mission de promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés, de manière à renverser le mouvement de déclin et de déstructuration des campagnes québécoises (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 2). »

Selon les objectifs de cette initiative,

la prise en compte des besoins particuliers de ces milieux est essentielle pour un développement harmonieux, qui n'accentue pas les disparités sur l'espace, mais cherche plutôt à les réduire et à favoriser une mixité sociale et générationnelle. (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 13)

Cependant, La SRQ note plusieurs problèmes concernant la disponibilité et la qualité de l'information en région rurale :

Les disparités dans l'accès à Internet à haute vitesse créent de nouvelles formes d'exclusion néfastes sur le plan territorial. Les usages innovants des nouvelles technologies sont innombrables et s'avèrent indispensables pour attirer et retenir des personnes et des entreprises. (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 13)

Plus en détail, elle expose l'importance de l'information et des représentations véhiculées par les médias :

Pour passer à une nouvelle ère de solidarité entre le rural et l'urbain, il faudra se pencher sur le rôle de l'information qui forge les perceptions plus que tout autre facteur. La question du manque de

couverture régionale se pose dans un contexte de convergence et de transformation profonde du paysage médiatique. Le rôle de l'information dans le développement des territoires et dans leur rapprochement incite à rechercher de nouvelles idées pour valoriser l'information régionale et pallier la sous-représentation des régions dans les médias traditionnels. (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 17)

Par ailleurs, la SRQ trace aussi certains concepts et valeurs clés permettant aux citoyens des régions rurales de prendre leur avenir en main par ses capacités endogènes de participation au dialogue et au développement. Premièrement,

l'ancrage culturel qui suscite l'attachement et la fierté des citoyens pour leur milieu de vie, renforce l'esprit de communauté et rappelle la richesse de la grande diversité des territoires. C'est par la culture qu'une réappropriation collective de nos territoires est possible (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 20).

Deuxièmement,

Le capital humain constitue la ressource la plus importante des territoires. Le développement et l'épanouissement de la personne sont à la base même de l'avenir de nos milieux, ce qui rappelle l'importance du savoir, de l'éducation, de la culture et de l'intégration (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 20). »

Troisièmement,

La communauté : puisqu'elle est le ferment de l'appartenance et de l'action collective. Elle nous ramène à reconnaître la place des autochtones et l'apport de toutes les communautés culturelles qui composent le Québec. Le renforcement des capacités des communautés et la prise en charge par celles-ci de leur propre développement sont essentiels au développement des territoires (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 20). »

Quatrièmement,

L'équité : suppose la recherche d'un traitement équitable des citoyens, et ce, peu importe leur lieu de résidence. Cette recherche d'équité commande l'assurance d'une couverture adéquate en matière de services (santé, éducation, etc.). Pour desservir des pans entiers du territoire québécois, le rôle de l'État et de l'action collective locale demeure incontournable pour pallier l'insuffisance des mécanismes de marché (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 21). »

Cinquièmement,

La subsidiarité : principe consacré dans la Loi sur le développement durable, la subsidiarité privilégie la proximité des décisions par rapport aux citoyens, elle fait donc appel à une prise en charge du développement par la base. La prise en considération de ce principe faciliterait le déploiement de nouveaux leviers à l'échelle appropriée selon la réalité des territoires. Ce qui signifie possiblement d'accepter d'évoluer sur une base asymétrique. (Solidarité rurale du Québec, 2010, p. 21)

Question de recherche

Au vu de ces éléments et dans le contexte actuel de la précarité des médias locaux, régionaux et nationaux, qu'ils soient télévisuels, radiophoniques et écrits; nous posons la question suivante : comment la qualité de l'information concernant les régions rurales du Québec peut-elle susciter un dialogue civil; et, par le fait même, comment le dialogue civil contribue-t-il au développement durable de celles-ci?

Bibliographie

Project for excellence in journalism. (2010). How news happens: a study of the news ecosystem of one american city. Washington: The Pew Charitable Trusts.

Solidarité rurale du Québec. (2010). Occupation des territoires, Pour un Québec fort de ses communautés: Cahier de consultation. Nicolet: Solidarité rurale du Québec.

Des acquis à considérer

Avant de répondre, veuillez vous référer à la section 3 du document de consultation « Des acquis à considérer » à la page 15.

Questions de consultation

Question 2a :	Dans l'ensemble des acquis qui positionnent avantageusement le Québec et les territoires, quels sont les plus importants?
Question 2b :	Quels autres acquis devraient aussi être reconnus pour leur importance sur le plan de l'occupation des territoires?

Votre réponse

(Inscrivez votre réponse dans la section encadrée)

Réponse :

Une interdépendance à valoriser

Avant de répondre, veuillez vous référer à la section 4 du document de consultation « Une interdépendance à valoriser » aux pages 16 à 18.

Questions de consultation

Question 3a :	Comment peut-on valoriser la complémentarité entre la métropole et les régions, entre les milieux urbains et les milieux ruraux?
Question 3b :	Comment valoriser l'apport des différentes communautés du Québec?

Votre réponse

(Inscrivez votre réponse dans la section encadrée)

Réponse :

Partie II : orientations et propositions

Une vision et des principes à partager

Avant de répondre, veuillez vous référer à la section 5 du document de consultation « Une vision et des principes à partager » et à la section 6 « Des leviers pour faire la différence » aux pages 20 à 23.

Questions de consultation

Question 4a :	Êtes-vous en accord avec la vision et les grandes orientations qui visent le développement durable et l'occupation dynamique des territoires?
Question 4b :	Quels sont les aspects qui méritent d'être renforcés et dans quels sens?
Question 4c :	La dénomination occupation des territoires soulève beaucoup de questionnement et de réticences. Seriez-vous d'accord pour désigner ce projet autrement? Quelle serait votre proposition?

Votre réponse

(Inscrivez votre réponse dans la section encadrée)

Réponse :

Les propositions

Avant de répondre, veuillez vous référer à la section 7 du document de consultation « Les propositions » aux pages 24 à 28.

Questions de consultation

Pour chacune des grandes orientations, des propositions sont soumises :

Question 5a :	Est-ce que certaines propositions pourraient être bonifiées ou ajoutées?
Question 5b :	Quelle proposition est selon vous la plus importante?
Question 5c :	À partir de la mission qui est la vôtre, comment votre organisation peut-elle s'engager? Que peut-elle faire de plus, <u>ou différemment</u> , pour contribuer?

Votre réponse

(Inscrivez votre réponse dans la section encadrée)

Réponse :

Commentaires et réflexions supplémentaires

(Inscrivez vos commentaires et réflexions supplémentaires dans la section encadrée)

Commentaires et réflexions :

Merci d'avoir contribué à cette consultation

Pour acheminer votre formulaire :

- Par courriel : enregistrez le formulaire sur votre ordinateur puis envoyez-le à l'adresse consultation@territoires.qc.ca
- Par la poste : imprimez le formulaire et postez-le à cette adresse
Solidarité rurale du Québec – Consultation
85, rue Notre-Dame, bureau 204
Nicolet (Québec) J3T 1V8

Commentaires et information :

Site Internet : www.territoires.qc.ca
Courriel : consultation@territoires.qc.ca
Téléphone : (819) 293-6825

Demeurez informé des suites de la démarche en vous abonnant à notre fil de nouvelles en [cliquant ici](#).